



Ville de La Seyne-sur-Mer
Département du Var
Arrondissement de Toulon

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Commune de La Seyne-sur-Mer
DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 27 FÉVRIER 2024

N°DEL_24_035

OBJET : ORIENTATIONS DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNALE RLPI

Nombre de CONSEILLERS en exercice : 49

L'an deux mille vingt quatre, le vingt sept février, à 08H30, le Conseil Municipal s'est réuni en Séance Publique en l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Nathalie BICAIS, Maire.

PRÉSENTS

Nathalie BICAIS, Christine SINQUIN, Gérard BECCARIA, Christelle LACHAUD, Cheikh MANSOUR, Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Joseph MINNITI, Véronique LEPORTOIS, Christian DUPLA, Yves DIMEGLIO, Daniel MARTINEZ, Lydie ONTENIENTE, Bertrand PIN, Malika BAGHDAD, Dominique BAVIERA, Elisabeth GUES, Catherine PENARD, Dominique LEXA, Nathalie SORIANO, Sophie ROBERT, Valérie GUITTIENNE, Didier RAULOT, Christophe PEURIERE, Fatiha PETER, Guillaume CAPOBIANCO, Kristelle VINCENT, Damien GUTTIEREZ, Narjès OUEGHI, Basma BOUCHKARA, Stéphane LANCELOT, Bouchra REANO, Hakim BOUAKSA, Cassandra VERANI-LAI, Sandra TORRÉS, Isabelle DELYON, Olivier ANDRAU

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S)

Christine CUNIBERTI donne pouvoir à Christine SINQUIN
Virginie SANCHEZ donne pouvoir à Bertrand PIN
Ludovic PONTONE donne pouvoir à Lydie ONTENIENTE
Valérie KADDOURI donne pouvoir à Nathalie SORIANO
Corinne CHENET donne pouvoir à Catherine PENARD
Alain BOYER donne pouvoir à Didier RAULOT
Jean-Pierre COLIN donne pouvoir à Christophe PEURIERE
Ali GHARBI donne pouvoir à Damien GUTTIEREZ
Pascal TASSISTO donne pouvoir à Sophie ROBERT
Anthony CIVETTINI donne pouvoir à Olivier ANDRAU
Dorian MUNOZ donne pouvoir à Isabelle DELYON
Marie VIAZZI donne pouvoir à Sandra TORRÉS

ABSENT(S)

Sébastien GIOIA

Gérard BECCARIA a été désigné(e) pour remplir les fonctions de secrétaire.

LE CONSEIL AINSI CONSTITUE,

Rapporteur : Madame Christine SINQUIN, Première Adjointe

DEL_24_035

Le Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) est conçu comme un véritable outil d'aménagement, participant au renforcement de l'attractivité du Territoire, à son dynamisme et à la préservation du cadre de vie de ses habitants puisqu'il régleme les conditions d'implantation des dispositifs publicitaires et des enseignes sur l'ensemble du territoire métropolitain.

L'article L. 158-14 du Code de l'environnement prévoit, depuis la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 dite Engagement National pour l'Environnement, que l'Établissement Public de Coopération intercommunal (EPCI) compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents d'urbanisme en tenant lieu est compétent en matière de Règlement Local de Publicité (RLP).

Ainsi, et depuis le 1er janvier 2018, la Métropole Toulon Provence Méditerranée TPM est compétente de plein droit en matière de Règlement Local de Publicité sur le territoire.

Le RLPi ne comporte pas de Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) comme les PLU, mais l'article R. 581-73 du Code de l'environnement énonce que le rapport de présentation du RLP « s'appuie sur un diagnostic, définit les orientations et objectifs de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale en matière de publicité extérieure, notamment de densité et d'harmonisation, et explique les choix retenus au regard de ces orientations et objectifs » et qu'il est donc fait référence à des orientations et objectifs en matière de publicité extérieure.

Dans le cadre de l'élaboration d'un PLU, conformément à l'article L. 153-12 du Code de l'urbanisme, un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'EPCI et des Conseils municipaux sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme.

Les objectifs du RLPi ont été approuvés lors de la délibération du conseil métropolitain n° 20/12/800 du 15 décembre 2020 à savoir :

- réglementer les publicités, les enseignes et les pré-enseignes dans un but de protection du cadre de vie et des paysages,
- assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle du Territoire de la Métropole TPM,
- mettre en valeur le patrimoine et les paysages urbains, naturels par la limitation de l'impact des dispositifs de publicité,
- améliorer l'image et l'attractivité du territoire en encadrant l'affichage publicité,
- revoir le contenu des zones réglementées en fonction de la réglementation nationale à la suite de la réforme introduite par la loi Grenelle II et ses évolutions ultérieures,
- réinterroger les zones de publicité autorisée instituées par certains RLP communaux au regard de l'évolution des communes concernées et des nouveaux choix.

Les orientations du projet de RLPi sont annexées à la présente délibération afin de répondre aux objectifs susvisés.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.151-1 et suivants ainsi que les articles L153-1 et suivants,

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L581-14 et suivants ainsi que R581-72 et suivants,

Vu le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

DEL_24_035

Vu la délibération n° 20/12/800 du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020 prescrivant l'élaboration du RLPi arrêtant les modalités de collaboration entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et ses communes membres, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation,

Considérant qu'il est proposé que le Conseil Municipal prenne acte de la présentation et du débat sur les orientations générales du RLPi,

Le Conseil Municipal,

Après avoir entendu l'exposé qui précède,

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- de prendre acte de la présentation et de la tenue du débat en séance sur les orientations générales du RLPi, en application des dispositions combinées des articles L. 581-14 et R. 581-73 de Code de l'environnement et L.153-12 du code de l'urbanisme,
- de dire que la présente délibération sera affichée pendant un mois à la Mairie de La Seyne-sur-Mer.

Le Secrétaire de Séance



Pour Extrait conforme

Nathalie BICAIS
Maire de La Seyne-sur-Mer
Vice-Président de la Métropole
Toulon-Provence-Méditerranée
Conseiller Départemental du Var

